

Communiqué de presse :

Réforme du lycée : à l'issue d'une délégation d'enseignants et de parents du lycée Flora Tristan de Noisy-le-Grand, le Rectorat de Créteil n'est pas parvenu à dissiper les craintes.

Une délégation d'enseignants et de parents de cet établissement, en lutte depuis plusieurs semaines (blocus lycéens en décembre, grèves, manifestations nationales et locales, boycott des bulletins de seconde, occupations du lycée...) a été reçue mercredi 3 avril par les services du Rectorat.

Les personnels et les parents ont dénoncé une aggravation de la situation du lycée (mixité sociale mise à mal dans ce quartier populaire, augmentation des effectifs de 25% en moins d'une décennie, résultats du bac en baisse par rapport aux établissements du secteur) en dépit d'un engagement pédagogique acharné et ont fait part de leurs inquiétudes : dans le contexte de la mise en place de la « réforme Blanquer », ils dénoncent l'aggravation attendue des conditions d'apprentissage de leurs élèves.

En effet les moyens en heures sont dramatiquement insuffisants pour couvrir les 8 divisions de premières qui s'annoncent à la prochaine rentrée et l'ensemble des choix de spécialités promises par la réforme : ou bien les élèves ne seront pas satisfaits dans leurs choix, ou bien il faudra consommer les « marges d'autonomie », utilisées jusqu'à présent pour mettre en place des dispositifs d'aide -essentiels pour les élèves les plus fragiles : aides au devoir, groupes à effectifs réduits...- et d'offrir des options essentielles pour l'ouverture culturelle et linguistique : langues anciennes, chinois, cinéma audiovisuel, sport. Sans oublier les groupes de langues, contingentés à 24 élèves jusqu'à présent contre les 32 que prévoit la réforme.

Parmi les spécialités, le lycée n'a pas été autorisé à ouvrir l'enseignement NSI -Numérique et Sciences de l'Informatique-, très attractif chez les élèves, à la différence du lycée privé de la ville !

Face à ces inquiétudes et ces mécontentements, le rectorat n'a jusqu'à présent aucune réponse et minimise la situation : « les familles de vos élèves sont loin d'être les plus pauvres du département », « il n'y a pas de corrélation entre les effectifs des classes et la réussite des élèves ». Les enseignants sont invités à s'interroger sur « le bien-fondé de la conservation des options » dans ce « contexte budgétaire contraint ».

Au mois de juin les services du rectorat ont prévu d'analyser les situations au cas par cas de chaque établissement afin de procéder à quelques ajustements, mais « la priorité c'est la réforme » ont prévenu les interlocuteurs des enseignants et des parents et non pas les élèves de toute évidence.

En attendant les enseignants, à nouveau très mobilisés le jeudi 4 avril, jour de grève et de manifestation, promettent de nouvelles actions : nuit des lycées le 11 avril, opération collèges et lycées morts le 17 avril... Quand le ministre Blanquer répondra-t-il à cette colère et à ces inquiétudes ?